**ARRETE PORTANT CONVENTION D’OCCUPATION PRECAIRE D’UN LOGEMENT DE FONCTION AVEC ASTREINTE**

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 721-1 à L. 721-3 ;

Vu les articles R. 2124-64 à D. 2124-75-1 du code général de la propriété publique ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l’organisation des comités médicaux, aux conditions d’aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la délibération en date du … fixant la liste des emplois et les conditions d’occupation des logements de fonction ;

Vu la délibération en date du …, fixant les modalités de mise en œuvre d’un régime d’astreintes, d’intervention et de permanences ;

Considérant que *Monsieur (ou Madame) …* occupe l’emploi de … *(à préciser) ;*

Considérant que son emploi est soumis à un système d’astreinte ;

Considérant que les conditions d’octroi d’un logement de fonction par convention d’occupation précaire d’un logement de fonction sont remplies.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, *Monsieur (ou Madame) …*, occupant l’emploi de …, est autorisé à occuper, à titre précaire, le logement de fonction situé au … (adresse), comprenant … *(énumération du nombre de pièces + superficie de chaque pièce)*.

Ce logement sera occupé en sus de *Monsieur (ou Madame) …* par … (*Préciser le nombre et la qualité des personnes à charge occupant le logement*).

**Article 2 :**

Cette attribution est consentie moyennant une redevance mensuelle dont le montant s’élève à … €, la redevance sera précomptée mensuellement sur le bulletin de paie de *Monsieur (ou Madame) ….*

La mise à disposition de ce logement est un avantage en nature soumis à cotisations et est imposable.

**Article 3 :**

Toutes les charges courantes liées au logement de fonction (eau, électricité, chauffage, gaz, assurance habitation, travaux d’entretien courant et menues réparations, taxe d’habitation, ...) sont acquittées par *Monsieur (ou Madame) …*

*(Le cas échéant :*

*De plus, Monsieur (ou Madame) … remboursera à la commune de … (ou l’établissement) les charges dites « récupérables » suivantes : … (à compléter par les dispositions fixées dans la délibération).*

*Le versement d’un dépôt de garantie de … € destiné à couvrir les éventuels manquements aux paiements des charges liées au logement, aux frais d’entretien et aux réparations des dégradations sera demandé dès la date d’effet de l’attribution du logement à l’agent.)*

Dès que la concession est octroyée, les charges seront acquittées par *Monsieur (ou Madame) …* même s’il n’occupe pas le logement.

Enfin, *Monsieur (ou Madame) …* devra transmettre annuellement une attestation d’assurance multirisque habitation à son employeur.)

**Article 4 :**

Cette convention d’occupation précaire d’un logement de fonction cessera de plein droit si les conditions qui l’ont motivée viennent à changer notamment en cas d’aliénation ou de désaffectation de l’immeuble occupé, si l’intéressé(e) ne jouit pas des locaux en bon père de famille, si l’emploi est retiré de la liste des emplois bénéficiaires, ou bien à la date à laquelle *Monsieur (ou Madame) …* cessera d’occuper son emploi actuel.

Par ailleurs, en cas de congé de longue maladie ou de longue durée, *Monsieur (ou Madame) …* devra quitter les lieux, si sa présence fait courir des dangers au public ou à d’autres agents, ou est incompatible avec la bonne marche du service.

**Article 5 :**

Lorsque le terme arrivera et à compter de cette date, *Monsieur (ou Madame) …* devra quitter les lieux. Le délai de préavis est fixé à … mois.

**Article 6 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 7 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 8**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,